

# Vif débat sur le déploiement de l'armée dans la lutte contre le narcotrafic

■ Bart De Wever est pour, le MR le soutient, mais personne d'autre au fédéral n'est favorable à cette idée.

Mobiliser l'armée pour lutter contre les narcotrafiquants, la demande n'est pas neuve mais elle refait surface. Le Vlaams Belang à Anvers avait déjà émis cette idée il y a plusieurs mois. Il est revenu à la charge mardi, après la mort d'une fillette de 11 ans à Merkssem – à la suite d'une fusillade vraisemblablement liée au milieu de la drogue –, alors que les autorités ont annoncé la saisie record de 110 tonnes de cocaïne au port d'Anvers en 2022.

Le bourgmestre d'Anvers, Bart De Wever (N-VA) a aussi appelé le fédéral à impliquer les militaires dans la guerre contre la drogue, réitérant au passage sa demande d'organiser un Conseil national de sécurité (CNS). Le nationaliste flamand peut compter sur le soutien du MR, dont le vice-

Premier David Clarinval. *"Il y a déjà des mesures qui ont été prises et je pense qu'il faut aller un cran plus loin en évoquant au sein du gouvernement, pourquoi pas dès vendredi, le fait de mettre la Défense dans le port d'Anvers pour avoir des moyens plus conséquents",* a déclaré le libéral sur les ondes de la RTBF mercredi. Sauf qu'en dehors du MR, il n'y a pas grand monde au fédéral en faveur de cette piste.

**Mission à court terme et légalement balisée**

La ministre de l'Intérieur, Annelies Verlinden (CD&V) avait déjà indiqué, mardi, que le sujet n'était pas à l'ordre du jour. La ministre de La Défense, Ludivine Dedonder (PS), a rappelé que les militaires n'ont pas de pouvoir de police ni celui de mener des enquêtes judiciaires. *"Il ne faut pas confondre les rôles, a-t-elle dit. Toute comparaison avec la période post-attentats du 22 mars 2016 serait incorrecte. À ce moment-là, la décision du gouvernement de déployer des militaires reposait sur les conclusions de l'Ocam (Organe de coordination pour l'analyse de la menace, Ndlr). Nous ne sommes pas dans une situation*

*de crise de sécurité nationale qui justifierait que la Défense soit employée pour renforcer les forces de police. Des forces de police qui sont le principal responsable de la sécurité intérieure du pays."*

Le président du syndicat libéral SLFP Défense, Chris Huybrechts, partage cet avis. Mais il n'est pour totalement fermé à l'idée de (re)voir des militaires dans la rue. *"La Défense est toujours prête à aider la nation, mais il faut également que la politique et la population gardent en tête que les militaires ne sont pas dans des conditions d'emploi toujours évidentes",* avance le syndicaliste. Chris Huybrechts estime toutefois qu'une présence militaire n'est pas totalement à exclure. *"Il est vrai qu'on nous imagine plutôt actifs dans un pays étranger en guerre, mais nous avons déjà été mobilisés en rue en Belgique lorsque la menace terroriste planait. Et notre présence permettait sans doute de freiner certains actes criminels. Donc si cela peut aider, les militaires peuvent être sollicités, mais sous conditions. Il faut que cela soit à court terme – et pas pendant plusieurs années comme avec la menace terroriste –, et il faut que nos missions soient juridiquement balisées. Car les militaires n'ont pas le même rôle que la police et la justice."*

Maryam Benayad

**Pour le SLFP Défense, les militaires peuvent être sollicités sous certaines conditions.**

## "Les consommateurs de cocaïne sont les faux coupables par excellence"

Des balles, des grenades, des bombes, des feux d'artifice utilisés comme armes... La ville d'Anvers, dont le grand port fait office à la fois de porte d'entrée principale et de plaque tournante de la cocaïne en Europe, assiste depuis plusieurs mois, impuissante, à une flambée de violence extrême entre gangs rivaux. Lundi, une fillette de 11 ans, victime collatérale, en est morte. Selon plusieurs experts, la grande majorité des incidents graves sont liés au trafic de coke à destination de l'étranger. Les (petits) dealers de rue et, à leur suite, les consommateurs ne sont pas directement touchés par cette violence. Ce qui n'empêche pas la cocaïne de se répandre sur l'ensemble du territoire. Au départ du port d'Anvers, les mafias alimentent toutes les villes de Belgique en poudre blanche.

**Sans consommateurs, pas de marché...**

Partant du principe que sans consommateurs il n'y a pas de marché, certains avancent que les sniffeurs ont une part de responsabilité dans l'escalade de violence des narcotrafiquants. C'est en tout cas l'avis de Teun Voeten, anthropologue et spécialiste des réseaux criminels liés à la drogue. L'avocat anversoïse Walter Damen part du même postulat. *"Chers consommateurs de cocaïne, vous avez du sang sur les mains. Si les attaques se multiplient, c'est aussi parce que vous voulez faire les malins le week-end. La responsabilité est partagée, elle déborde le seul champ politique",* affirmait le ténor fin août dans une tribune publiée dans *De Standaard*.

*"Les enjeux sont évidemment bien au-delà du*

*marché flamand ou même belge, réagit Antoine Boucher, chargé de communication à Infor Drogues. On est dans un processus industriel. Et l'argent de la drogue soutient aussi l'économie officielle. Il y a une part d'hypocrisie colossale à dire que, finalement, ce sont les petits consommateurs qui soutiennent les marchands de mort. Ce sont les faux coupables par excellence."*

On renvoie aux usagers que s'il y a de la violence, c'est de leur faute, poursuit le représentant d'Infor Drogues. Le ressort de cette argumentation, qui revient classiquement quand on aborde les psychotropes interdits, c'est la culpabilité. *"La plupart des consommateurs sont déjà conscients que quand ils achètent leurs produits au marché noir, ils participent à quelque chose d'illégal."*

**Des altérations de l'humeur**

À Anvers, les règlements de comptes ont lieu entre "cadres" des réseaux criminels, qui coordonnent et organisent le trafic. Il est donc hasardeux de relier les actes de violence au dernier maillon de la chaîne: les (petits) revendeurs et les clients. Ce qui ne veut pas dire que les deals de rue ne sont pas contaminés par cette violence. L'automne dernier, à Liège, les élus locaux libéraux, partenaires de la majorité communale PS-MR, adressaient un courrier au bourgmestre Willy Demeyer (PS) pour dénoncer des comportements intrusifs et agressifs, avec des ventes de plus en plus visibles, fai-

sant accroître le sentiment d'insécurité. Le maire urlois avait pointé les mafias opérant depuis Anvers. Dans les rues de Liège, comme de Bruxelles, de Charleroi et de Gand, la cocaïne a désormais supplanté l'héroïne. La prise de coke provoque des altérations de l'humeur et peut rendre les consommateurs très agressifs.

**Impossible à gérer**

Les appels à la ligne téléphonique d'Infor Drogues d'usagers de cocaïne qui se trouvent en difficulté en raison de leur consommation sont en nette augmentation, surtout au cours des dernières années. Parce que le prix de la cocaïne a chuté et qu'elle est accessible en quelques clics? La disponibilité et le prix ne sont pas les critères les plus déterminants; ce qui se joue, c'est l'appartenance à une communauté, explique Antoine Boucher. Dans certains milieux

**On renvoie aux usagers que s'il y a de la violence, c'est de leur faute.**

de référence, sniffer de la cocaïne est courant et socialement bien intégré, poursuit-il. *"S'il y a bien sûr des consommateurs en boîte de nuit et dans des fêtes privées, la cocaïne, qui augmente la concentration et la performance, est plutôt une drogue du monde professionnel."* Il arrive que des patrons proposent une petite ligne le vendredi soir à leurs employés. *"Est-ce possible de refuser et de continuer à faire partie du groupe? On a beaucoup d'appels parce que justement, au niveau professionnel, ça devient impossible à gérer."*

Annick Hovine